

DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM

(RÈGLEMENT DE ZONAGE)

Aux personnes intéressées ayant le droit de signer une demande de participation à un référendum

Second projet du Règlement modifiant le Règlement de zonage, afin d'autoriser spécifiquement l'usage « mini-entrepôt » dans la zone C-020

1. Objet du projet de règlement

À la suite d'une assemblée publique de consultation tenue le 22 juin 2026, le conseil municipal de la Ville de Rimouski a adopté, à sa séance ordinaire du 6 juillet 2026, un second projet du *Règlement modifiant le Règlement de zonage, afin d'autoriser spécifiquement l'usage « mini-entrepôt » dans la zone C-020*.

À cet effet, ce projet de règlement modifie la grille des usages et normes de la zone C-020 afin d'y autoriser, de manière exclusive, l'usage « mini-entrepôt » par l'ajustement de la superficie maximale de plancher. Il vise à assurer que cette modification entraîne des impacts minimaux sur le secteur concerné, dans lequel les enjeux architecturaux, économiques et d'accessibilité sont importants. Il doit également s'inscrire en cohérence avec les orientations d'aménagement établies par la Ville pour ce secteur stratégique. Le règlement prévoit un encadrement strict de cet usage. À cette fin, celui-ci est limité à un seul établissement dans la zone. De plus, son accès est autorisé exclusivement par le boulevard René-Lepage, afin de mieux contrôler le flux de circulation et de réduire les nuisances sur la rue Saint-Germain Ouest. La superficie de plancher attribuée à cet usage est également restreinte et son implantation est exigée en sous-sol, de manière à préserver la qualité du paysage urbain et à assurer son intégration harmonieuse au milieu environnant.

2. Demande de participation référendaire

Ce projet de règlement contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées de la zone concernée et des zones contiguës, afin qu'un règlement qui les contient soit soumis à leur approbation, conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (chapitre E-2.2).

Le tableau ci-dessous décrit l'objet des dispositions pouvant faire l'objet d'une demande d'une participation à un référendum et les zones d'où une telle demande peut provenir :

Articles 1 Modifier la grille des usages et normes de la zone C-020 :

- Par l'ajout d'un usage spécifique autorisé « mini-entrepôt » ;
- En décrétant la superficie de plancher maximale à 950 mètres carrés ;
- Par l'ajout de la note (406) : Un seul mini-entrepôt est autorisé dans la zone, qui doit être situé uniquement au sous-sol. L'accès à celui-ci doit se faire exclusivement par les portes situées sur la façade nord du bâtiment donnant sur le boulevard René-Lepage.

Zone concernée : C-020

Zones contiguës : C-018, C-019, R-021, C-022, C-023 et C-070

Chaque disposition du projet de règlement est réputée constituer une disposition distincte s'appliquant particulièrement à chaque zone visée.

Une demande de participation à un référendum vise à ce que le règlement contenant cette disposition soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

3. Description du territoire visée

Le territoire visé par le projet de règlement est situé dans le district Saint-Germain, entre la rue Lavoie, le boulevard René-Lepage, la rue Sainte-Thérèse, la rue Sainte-Marie, la rue des Marin et l'avenue Belzile.

Un croquis indiquant l'emplacement de la zone concernée et des zones contiguës est joint à la fin du présent avis.

4. Conditions de validité d'une demande de participation à un référendum

Pour être valide, toute demande de participation à un référendum doit :

- a) indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet ainsi que la zone d'où elle provient et, le cas échéant, mentionner la zone à l'égard de laquelle la demande est faite;
- b) être reçue au plus tard le huitième jour qui suit la date de publication du présent avis, soit le **jeudi 16 juillet 2026 à 16 h**. Cette demande doit être transmise au Service du greffe par courriel à greffe@ville.rimouski.qc.ca ou par courrier au 205, avenue de la Cathédrale, C.P. 710, Rimouski (Québec) G5L 7C7.
- c) être signée par au moins douze (12) personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas vingt-et-un (21). Chaque signature doit être accompagnée du nom de la personne, de son adresse et d'une mention indiquant à quel titre la personne signe.

Vous êtes invités à utiliser un formulaire de demande de participation à un référendum en communiquant avec le Service du greffe selon les modalités spécifiées au point 6. Ce formulaire n'est pas obligatoire.

5. Conditions pour être une personne intéressée à signer une demande de participation à un référendum

Toute personne qui, le **6 juillet 2026**, n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à l'article 524 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (chapitre E-2.2) et remplit les conditions suivantes :

- a) être une personne physique domiciliée dans une des zones d'où peut provenir une demande et être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec et;
- b) être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être frappée d'une incapacité de voter résultant d'un jugement rendu en vertu de l'article 288 du *Code civil du Québec* (chapitre CCQ-1991).

Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :

- a) être propriétaire d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise situé dans une des zones d'où peut provenir une demande depuis au moins le **6 juillet 2026**;
- b) dans le cas d'une personne physique, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être frappée d'une incapacité de voter résultant d'un jugement rendu en vertu de l'article 288 du *Code civil du Québec* (chapitre CCQ-1991).

Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :

- a) être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans une des zones d'où peut provenir une demande, depuis au moins le **6 juillet 2026**;
- b) être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou occupants depuis au moins le **6 juillet 2026**, comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Dans le cas d'une personne morale, il faut :

- a) avoir désigné par résolution, parmi ses membres, administrateurs ou employés, une personne qui, le **6 juillet 2026** et au moment de la demande, est majeure et de citoyenneté canadienne et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi.
- b) avoir produit avant ou en même temps que la demande, une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, ou pour la personne désignée comme représentant de plusieurs personnes morales, nul ne peut être considéré comme une personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 131 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1) et à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (chapitre E-2.2).

En vertu de ces articles, la personne qui est à plusieurs titres une personne intéressée des zones concernées est inscrite à un seul de ces titres, selon l'ordre de priorité suivant :

- a) à titre de personne domiciliée;
- b) à titre de propriétaire unique d'un immeuble;
- c) à titre d'occupant unique d'un établissement d'entreprise;
- d) à titre de copropriétaire indivis d'un immeuble;
- e) à titre de cooccupant d'un établissement d'entreprise.

6. Absence de demande de participation à un référendum

Toutes les dispositions du second projet qui n'auront pas fait l'objet d'une demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

7. Documentation

Il est possible de consulter la présentation du projet en cliquant sur le [lien suivant](#).

Le projet de règlement et le croquis peuvent également être consultés de la façon suivante :

- a) en se présentant en personne, au bureau du greffier, à l'hôtel de ville, au 205 avenue de la Cathédrale, Rimouski, durant les heures habituelles de bureau, soit du lundi au jeudi de 8 h 15 à 11 h 45 et de 13 h à 16 h et le vendredi de 8 h 15 à 11 h 45;
- b) en faisant la demande :
 - par téléphone au **418 724-3125**;
 - par écrit à l'adresse greffe@rimouski.ca.
- c) en consultant le procès-verbal de la séance du 6 juillet 2026, sur le site Web de la Ville, à l'adresse : <https://rimouski.ca/ville/democratie/proces-verbaux>

Rimouski, le 8 juillet 2026

(S) Cynthia Lamarre, avocate
Assistante-greffière

Projet de règlement - Règlement modifiant le règlement modifiant le règlement de zonage, afin d'autoriser spécifiquement l'usage « mini-entrepôt » dans la zone C-020

Zone C-020
District Saint-Germain

Type de Zonage

A: Agricole
AN: Aire naturelle
C: Commercial
F: Forestier
H: Habitation
I: Industriel
P: Communautaire et
utilité publique
R: Récréatif

Zone concernée:

C-020

Zones contiguës:

C-018, C-019, R-021, C-022,
C-023 et C-070

Légende

-  Limite de zonage
-  Limite cadastrale
-  Zone concernée
-  Zone contiguë

